



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service santé et protection animales, environnement
1120 Route de Saint-Gilles
Mas de l'agriculture
30023 Nîmes CEDEX 1
ddpp@gard.gouv.fr

Nîmes, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL VITI TAVE

105 route de l'ardoise
cave coopérative
30290 Laudun-L'ardoise

Références : DDPP30 2025 00356

Code AIOT : 0053000622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement SARL VITI TAVE implanté 105 route de l'ardoise cave coopérative 30290 Laudun-L'Ardoise. L'inspection a été annoncée le 29/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'ensemble des installations en activité au niveau des sites des "Quatre Chemins", de "Laudun-Chusclan" et de "Coteron" a été visité dans le cadre du programme prévisionnel de contrôle prévu pour cet établissement tous les 3 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL VITI TAVE
- 105 route de l'ardoise cave coopérative 30290 Laudun-L'Ardoise
- Code AIOT : 0053000622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Viti Tave dispose d'un arrêté préfectoral n°02.105N du 12 août 2002 portant autorisation d'exploiter une unité de traitement d'eaux usées industrielles par évaporation naturelle en provenance de plusieurs établissements de préparation et de conditionnement de vins. Le volume maximal annuel d'eaux usées industrielles admissible est de 7000 m³.

Les installations autorisées comprennent :

- le bassin d'évaporation naturelle : cloisonné en 2 compartiments de 9000 m² et 8600 m², non couvert situé sur la commune de Laudun au lieu-dit : « Coteron » ;
- les canalisations d'amenée des eaux usées industrielles en provenance des caves coopératives de Laudun et Connaux ;
- les locaux techniques (installations de dégrillage décantation refoulement sur les sites des caves.

Depuis juillet 2011, seules les deux caves de Laudun alimentent les bassins.

Présentation des évolutions :

- porter à connaissance relatif aux opérations de curage des bassins d'évaporation en vue d'une valorisation agricole (plan d'épandage des effluents industriels) acté le 26 juillet 2018 ;
- porter à connaissance 2021 d'actualisation des conventions relatives aux volumes d'effluents transférés par les deux établissements vitivinicoles ; la SCA Les Vignerons des 4 Chemins dispose d'un volume théorique annuel de transfert de 2074 m³ et la SCA Laudun Chusclan Vignerons dispose d'un volume théorique annuel de transfert de 4046 m³.

Présentation des contrôles précédents :

L'inspection réalisée en juillet 2011 faisait état d'un manque d'entretien des bassins d'évaporation.

L'Agence de l'Eau a constaté en janvier 2017 que le bassin d'évaporation nord avait fait l'objet d'un débordement.

L'inspection réalisée en janvier 2018 relevait, au droit des stations de transfert, des conditions d'exploitation défaillantes (incidents et dysfonctionnements récurrents des équipements hydrauliques et électromécaniques) et au droit des bassins d'évaporation une lame de boues résiduelle d'environ 25 cm et une surcharge hydraulique préoccupante notamment au titre des 6 premiers mois de l'année.

Les opérations de curage et de valorisation agricole des boues pâteuses des bassins d'évaporation ont été réalisées conformément au dossier d'épandage présenté sur deux campagnes successives 2018 et 2019.

L'inspection réalisée en juin 2021 faisait état de

- l'absence d'une signalétique appropriée au droit des 2 sites de transfert d'effluents ;
- l'absence d'un dispositif de fermeture de la station de transfert de la cave des 4 Chemins ;
- manque d'entretien des 2 sites de transfert d'effluents (propreté, évacuation du matériel inusité) ;
- l'absence de sécurisation des installations de prétraitement (avarie de la mesure de niveau du canal de dégrillage) ;
- l'absence de redondance des installations de pompage au niveau des postes de relevage (absence de la seconde pompe) ;
- présence d'une seconde cuve de stockage (350 hL) non utilisée au droit de la station de transfert de la cave de Laudun Chusclan Vignerons ;
- l'absence d'un dispositif de contrôle du niveau des cuves de stockage tampon ;
- dysfonctionnement de la ventouse au niveau du refoulement de la station de transfert de la cave des 4 Chemins ;
- surcharge hydraulique au droit du bassin nord (60 cm) ;
- dégradation du haut des berges internes des bassins d'évaporation (batillage).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 1-3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Conformité aux plans et données du dossier –	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 1-5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	modifications			
3	Conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 2-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 2-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Entretien général du site	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 2-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Protection des ressources en eau réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Protection des ressources en eau fonctionnement du bassin	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Protection des ressources en eau Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-3	Sans objet
9	Protection des ressources en eau fonctionnement du bassin	Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas mis à jour la situation administrative de son établissement d'une part et d'autre part, il devra se mettre en conformité avec les dispositions de son arrêté préfectoral en limitant impérativement la charge hydraulique des bassins à 50 cm.

Concernant les autres points de contrôle, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctrices et d'apporter les justificatifs dans les délais demandés pour chacun des constats détaillés dans les fiches présentes ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'enceinte du site, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions des articles 17 à 19 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé.</p> <p>Les installations autorisées comprennent :</p> <p>1) Les canalisations d'amenée des eaux usées industrielles en provenance des caves coopératives vinicoles :</p> <ul style="list-style-type: none">• Situation : Communes de Connaux, Laudun, Saint Paul les Fonts et Tresques ...• Caractéristiques :• Cave de Laudun « Les Vignerons » au bassin d'évaporation : Longueur : 3 772 m Diamètre: 90 mm.• Cave de Laudun « Les Quatre Chemins » à la cave de Connaux : Longueur : 1 508 m Diamètre: 75 mm• Cave de Connaux au bassin d'évaporation : Longueur : 3 804 m Diamètre: 90 mm <p>2) Le bassin d'évaporation naturelle :</p> <ul style="list-style-type: none">• Situation : Commune de Laudun au lieu-dit : « Coteron » dont les sont les suivantes :• Caractéristiques :• Type : non couvert• Surface en fond : 17 600 m² cloisonnée en 2 compartiments de 9000 m² et 8600 m².• Profondeur : 1,40 m maximum.• Etanchéité par géomembrane PeHd 20/10.• Equipements :. dispositif de détection de fuites comprenant une nappe drainante débouchant sur un regard de visite.. une échelle limnimétrique pour le contrôle des hauteurs d'eau ;. une rampe d'accès pour le curage et l'évacuation des boues ;. une clôture périphérique de 2 m de hauteur avec portail fermé à clef.
Constats : <p>La SARL VitiTave est une ICPE soumise à autorisation au titre de la rubrique 2750 destinée à traiter par bassins d'évaporation (2) les effluents vinicoles de 4 caves pour un volume maximal de 7000m³.</p> <p>Le gérant précise que depuis 2011, seules deux caves alimentent les bassins :</p> <ul style="list-style-type: none">• Cave de « Laudun Chusclan Vignerons » LCV• Cave de Laudun « Les Quatre Chemins » L4C <p>et indique que les réseaux de canalisation ont été maintenus.</p> <p>A ce jour, les deux caves qui transfèrent leurs effluents, alimentent les bassins d'évaporation par canalisations :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour la Cave LCV sur une longueur de 3 772 m avec un diamètre de 90 mm.- pour la Cave L4C sur une longueur de 1 508 m avec un diamètre de 75 mm jusqu'à Connaux et de Connaux aux bassins sur une longueur de 3 804 m avec un diamètre de 90 mm.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis à jour la situation administrative de son établissement.</p> <p>Une mise à jour du dossier est attendue avec confirmation et justification que l'installation de dégrillage sur le site de Connaux n'est plus indispensable au transfert des effluents de L4C entre Connaux et Laudun site des bassins.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Conformité aux plans et données du dossier – modifications

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 1-5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Par application de l'article 20 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2011, 2 caves ne sont plus concernées par l'apport d'effluents à la société VITI TAVE SARL; ces informations n'ont pas été portées, à la connaissance du préfet.</p> <p>Les installations en activité au niveau des sites L4C, de LCV ont été visitées.</p> <p>Dans le dossier de demande d'autorisation:</p> <p>les locaux techniques (installations de dégrillage décantation refoulement sont notés comme étant propriétés de la SARL VITI TAVE.</p> <p>Au niveau des pompes de chaque installation, il est détaillé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 pompes sont prévues au poste de relevage ; • 2 pompes sont prévues au poste de refoulement. <p>On constate l'absence d'une seconde pompe aux deux postes relevage.</p> <p>Le gérant confirme qu'une seule pompe est présente au niveau des postes relevage sur les 2 sites, depuis qu'il est en poste.</p> <p>La cuve d'effluent de Connaux est constatée sur le site de LCV « Laudun-Chusclan » mise en place sur une dalle à proximité de la cuve de refoulement de 30m³.</p> <p>Le gérant explique que de nouveaux regards ont été créés sur les réseaux de canalisation suite à un écrasement dû à des travaux de surface survenu aux vendanges 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les caves de Tresques et de Connaux ne sont plus sous convention avec la SARL VITI TAVE.</p> <p>Il est rappelé que tout changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être porté à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Il convient également de prévoir l'installation des pompes de relevage manquantes sur les sites LCV et L4C.</p> <p>Il est nécessaire de justifier de l'utilité de la mise en place sur le site LCV de la cuve d'effluent supplémentaire et le cas échéant de définir les consignes de son utilisation ou d'envisager son retrait.</p>

Le plan des réseaux doit être mis à jour en incluant l'ensemble des éléments modifiés et le plan actualisé sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conditions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2.3 Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. Les équipements devront être protégés par une clôture (hauteur minimum : 2,00 m) et un portail équipé d'une serrure de sûreté.</p> <p>Une signalisation appropriée, en contenu et en implantation doit indiquer les restrictions d'accès. En outre, elle indique la nature des installations, l'identité de l'exploitant et la référence du présent arrêté.</p> <p>Le site doit être facilement accessible aux services d'incendie et de secours. Les aires de circulation, les accès et les voies doivent être aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différents portails d'accès des bassins et des stations de transfert d'effluents (poste dégrilleur de LCV et de L4C) sont bien équipés de cadenas.</p> <p>Les hauteurs minimales de 2,00 m de clôture sont respectées aux stations de transfert d'effluents. La hauteur de clôture du bassin n'est pas respectée : l'exploitant indique que la partie refaite mesurant 1,50 sera rehaussée.</p> <p>Le jour de l'inspection quelques dégradations de la clôture bassin sont constatées (passages sous clôture et découpe par endroit en hauteur).</p> <p>On constate l'absence de signalétique au niveau des 2 stations de transfert d'effluents et aux bassins. Le gérant explique qu'il y a eu un arrachement dû au vent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'inspection demande à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> • remettre en état la clôture du bassin en respectant la hauteur de 2m minimum ; • remettre en place une signalétique appropriée au niveau des 2 stations de transfert d'effluents et aux bassins ; • veiller à : <ul style="list-style-type: none"> - indiquer les restrictions d'accès, la nature des installations, l'identité de l'exploitant et la référence du présent arrêté ; - fixer durablement l'ensemble des signalétiques installées ; • transmettre à l'inspection les photos de la réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2.4 Surveillance des installations</p> <p>Une surveillance et l'aménagement des installations doivent permettre de garantir la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>L'exploitant doit établir une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>lors de la visite :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Manque de signalisation et de consignes de sécurité : <ul style="list-style-type: none"> • absence de panneau d'affichage précisant la conduite à tenir en cas d'accident ; • pas de consignes définies concernant la nature et la fréquence des contrôles à effectuer ; 2. Surveillance et maintenance : <ul style="list-style-type: none"> • une vérification visuelle des clôtures du bassin et de la propreté est réalisée par le responsable de maintenance, une fois par an ; • les refus de dégrillage présentent également des débris non végétaux. • l'entretien et la révision des pompes sont effectués deux fois par an ; • ces opérations ne sont pas enregistrées dans un planning de maintenance, ce qui empêche de vérifier le bon entretien des dispositifs ; • absence de vérification des armoires électriques ;
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'inspection demande à l'exploitant</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'assurer la vérification des installations électriques au droit des stations de transfert ; • d'assurer la vérification des dispositifs de comptage (débitmètres) au niveau des 2 stations de transfert d'effluents ; • Les règles de surveillance et d'entretien des bacs de relevage/dégrillage seront indiquées par la SARL VITI-TAVE aux responsables des caves concernées ; • de reporter dans un planning de maintenance les dates d'opération de nettoyage des sites et de remplacement des éléments défectueux ou manquants ; • d'établir les consignes de sécurité ; • d'établir les consignes d'entretien et adapter la fréquence (liste des points à vérifier et des entretiens à prévoir) pour chacun des équipements importants au poste de décantation, dégrillage, système de refoulement, bassin, clôture, canalisation...la mise en place de ces vérifications et entretiens, contribuant à garantir le bon fonctionnement et la durabilité des installations de traitement des eaux ; • de transmettre les justificatifs prouvant l'entretien des matériels de contrôles ;

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Entretien général du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2.5 Entretien général du site</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être maintenu en bon état de propreté et d'esthétique (peinture, plantations, zones engazonnées, écrans de végétation, etc...), notamment : les pistes de circulation, accotements, clôture et berges et doivent faire l'objet de nettoyages fréquents. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches, moustiques ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal.</p>
<p>Constats :</p> <p>État des berges et des bassins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dépôt sauvage de matériaux a été constaté à l'entrée du site de "Coteron", et a été évacué immédiatement par le gérant ; • il a été possible de faire le tour du bassin, la végétation ne gênant pas l'accès aux abords de l'ouvrage ; • sur les digues du bassin, des arbres et autres végétaux ont été coupés, mais les souches et racines restent présentes. Cela pourrait nuire à l'étanchéité de l'ouvrage ; • des effondrements ont été observés au pied des berges internes des bassins. Les matériaux constitutifs sont majoritairement graveleux et le géotextile est visible par endroits ; • un tas de terre rapportée est visible à l'intérieur de l'emprise des bassins. Le gérant explique qu'au moment du curage, il n'y avait pas suffisamment de terre pour recouvrir les berges. <p>Entretien des clôtures et des abords :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le gérant déclare qu'environ 50 mètres de grillage endommagé doivent être remplacés chaque année ; • que le débroussaillage est réalisé une fois par an • des trous dans la clôture sont encore visibles lors de la visite. • des débris de palettes en bois ont été observés dans le bassin. La végétation, notamment des roseaux est développée aux abords du bassin. • dans le fossé en bordure de bassin un regard de visite pour détection de fuite n'est pas entretenu , il est de ce fait, difficile d'accès.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'inspection demande à l'exploitant</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'assurer un entretien général de l'ensemble des sites (stations et bassins) et d'en fournir un justificatif par l'envoi de photos ; • de prévoir la réfection des berges en respectant les pentes internes des digues conformément au dossier.

<ul style="list-style-type: none"> Le regard extérieur et le fossé doivent faire l'objet d'un nettoyage. Un justificatif de la réalisation sera envoyé sous forme photographique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Protection des ressources en eau réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réseaux de collecte</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter, en toutes circonstances, tout rejet direct dans le milieu naturel depuis les réseaux de transport des eaux usées industrielles au bassin. Ces réseaux de collecte ou de transfert ainsi que les ouvrages connexes doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien. Le bon état de l'ensemble des installations de collecte sera vérifié périodiquement, afin qu'il puisse garder sa fonctionnalité en toute sécurité. Afin de prévenir tout risque de rupture par arrachement, ces canalisations seront correctement signalisées par des dispositifs pérennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>-Sur le site de "Laudun-Chusclan vignerons" :</p> <p>une seule des 2 pompes de relevage est présente;</p> <p>une avarie électrique est constatée sur l'unique pompe de relevage du site de "Laudun-Chusclan vignerons", une pompe vide-cave est en place le jour de la visite.</p> <p>-Sur le site de "Laudun-4 Chemins" :</p> <p>une seule des 2 pompes de relevage est présente;</p> <p>des appareils d'instrumentation (2 poires, alarme de mesure de niveau) sont défectueux.</p> <p>Les dysfonctionnements des dispositifs électromagnétiques traduisent le manque d'entretien déjà constaté.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant informe que les canalisations ont subi des dommages suite à des travaux de voiries, cet incident n'a pas été porté à connaissance de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande:</p> <ul style="list-style-type: none"> que l'ensemble des installations soit vérifié selon un calendrier à définir ; que toutes les pompes soient présentes et fonctionnelles ; que les 2 poires, alarme de mesure de niveau sur le site de "Laudun-4 Chemins" soient remplacées ; que les mesures mises en place pour que les canalisations soient correctement signalisées lui soit communiquées ; que l'incident survenu sur les canalisations suite à des travaux de voiries fasse l'objet d'un rapport détaillé relatant les faits et les actions mises en œuvre pour éviter une pollution du sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Protection des ressources en eau Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-3
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents
Prescription contrôlée : Surveillance des eaux souterraines Un dispositif de contrôle de l'étanchéité du bassin sera mis en place. En règle générale, en cas de nuisance constatée, il pourra être demandé à l'exploitant que soient réalisées à ses frais des études déterminant l'impact de son activité.
Constats : Le dispositif de contrôle des fuites sous le bassin concerne la mise en place d'une nappe drainante entre les 2 bassins qui permet la collecte des eaux sous la géomembrane jusqu'à un regard de visite présent dans le fossé en bordure de bassin. En cas de fuite la présence d'effluent au niveau du regard ne permet pas de savoir quel est le bassin concerné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pas d'autres demande à formuler voir PC N° 5
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection des ressources en eau - fonctionnement du bassin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-4
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents
Prescription contrôlée : Fonctionnement du bassin Article 3.4.1 Hauteur d'eau et volume traité : En fonctionnement normal, la hauteur d'eau dans les bassins ne devra pas dépasser 0,50 m. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de tout dépassement de cette hauteur d'eau et de risque de débordement et proposera les mesures transitoires nécessaires à prévenir tout risque de pollution des eaux superficielles et souterraines avant débordement du bassin. Le volume maximal annuel d'eaux usées industrielles pouvant être envoyé dans le bassin d'évaporation est de 7000 m3.

<p>Constats :</p> <p>Les suivis des bassins ont été consultés pour les années 2021, 2022, 2023. Quelques incohérences sont relevées sur l'identification des bassins (Sud 9000m²) (Nord 8600m²) et sur l'unité de mesure de la hauteur d'eau dans les bassins (m ou cm). Les relevés des compteurs effluents de L4C n'apparaissent pas sur les cahiers de suivis. De même les volumes d'eau consommée de L4C devraient apparaître de manière à pouvoir vérifier le bon fonctionnement des compteurs des effluents. Sur l'année 2022, le volume refoulé excède notablement le volume autorisé dans l'AP (7000 m3.) des hauteurs d'eau de 85 à 90 cm sont relevées dans les bassins pour une valeur maximum indiquée dans l'Arrêté Préfectoral de 50 cm, La cave LCV n'est autorisée par convention qu'à un apport de 4046hl; en 2022 on constate un apport aux bassins de 6321hl d'effluents en provenance de cette cave. La cave L4C n'est autorisée par convention qu'à un apport de 2074hl, on constate un apport aux bassins pour les 3 années consultées supérieur au volume autorisé.</p> <p>Sur l'année 2023, un des 2 bassins présentent des hauteurs d'eau au delà de 50 cm sur 8 mois de l'année ; une mesure de basculement sur l'autre bassin n'est intervenue qu'en août.</p> <p>L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de ces dépassements répétés. La clôture du plan d'épandage suite au curage des deux bassins a été demandée et la mise en place d'un nouveau dossier d'épandage a été déposé pour éviter les débordements et constituer un moyen complémentaire de traitement des effluents.</p> <p>Les hauteurs relevées dans les bassins le jour de l'inspection sont : - de 89 cm (bassin Sud 9000m²) ; - de 34 cm (bassin Nord 8600m²).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La charge hydraulique des bassins doit être impérativement limitée à 50 cm. Les suivis des bassins sont demandés pour l'année 2024 en tenant compte des remarques formulées dans les constats. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas de dépassements non maîtrisés. Les conventions doivent être respectées notamment lorsque les bassins présentent des hauteurs au-delà de celle indiquée en fonctionnement normal. Mettre en place des consignes strictes d'exploitation en cas de dépassement des volumes autorisés pour chaque cave.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Protection des ressources en eau fonctionnement du bassin

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2002, article 3-4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fonctionnement du bassin 3.4.2 Contrôle du fonctionnement :</p> <p>L'exploitant effectuera un relevé des volumes d'eaux usées industrielles envoyés au bassin d'évaporation et des hauteurs d'eau dans le bassin : . 1 fois par semaine en période de vendanges et de soutirages ; . 1 fois par mois le reste du temps.</p>

L'exploitant devra conserver cette comptabilité pendant au moins trois ans. Celle-ci sera adressée trimestriellement à l'inspection des installations classées durant les 2 campagnes suivant la date du présent arrêté préfectoral.
Ensuite elle lui sera adressée annuellement.

Des mesures et des contrôles supplémentaires pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement des installations. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.

Constats :

Un relevé des volumes d'eaux usées industrielles envoyées au bassin d'évaporation et des hauteurs d'eau dans le bassin est bien réalisé :
. 1 fois par semaine en période de vendanges et de soutirages ;
. 1 fois par mois le reste du temps.
Ces relevés n'ont pas été adressés annuellement à l'inspection des installations classées mais fournie sur la demande de l'inspection, avant la visite pour les années 2021 à 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le suivi des bassins est attendu pour l'année 2024.
Les relevés mensuels et (hebdomadaires en période de vendanges) doivent être réalisés en surveillant toute dérive.

Type de suites proposées : Sans suite